

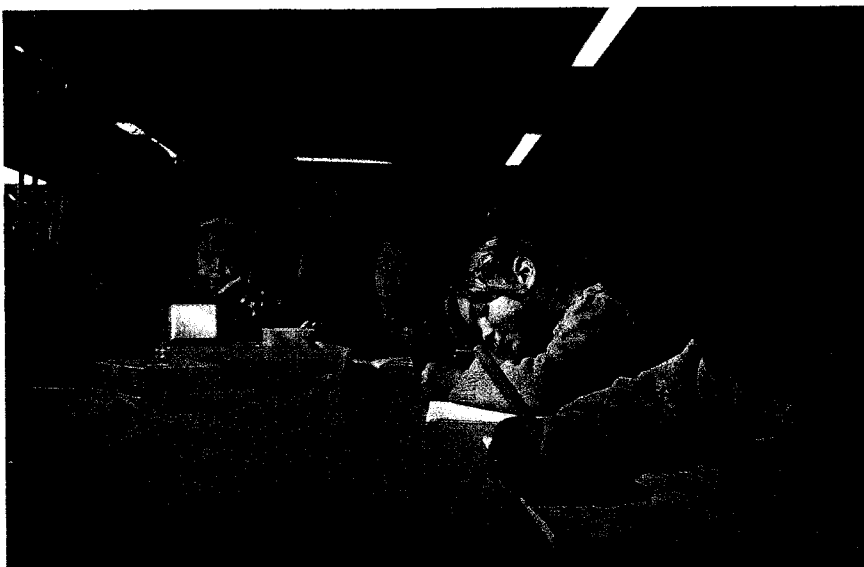
ÉCOLES

La demande explose

Les établissements internationaux de Genève et Vaud ne peuvent plus absorber le flux d'enfants expatriés. La solution? Construire et collaborer avec les écoles publiques.

Le jeune Alistair, 14 ans, ne quittera sa banlieue cossue de Londres que l'été prochain, mais il est déjà inscrit sur la liste d'attente de six écoles internationales de l'arc lémanique. Employé de la multinationale Yahoo!, son père vient en effet d'être muté à Rolle. Ce type de cas tend à se généraliser. Au sein de la trentaine d'établissements internationaux présents entre Montreux et Genève, on ne peut plus absorber le flux des nouveaux arrivants. A Genève, où l'école internationale assure l'éducation de 4000 enfants d'expatriés, on enregistre une hausse de la demande de 100% par rapport à l'année dernière, souligne Michaelene Stack, directrice du développement de l'Ecole internationale de Genève. Un constat partagé par l'ensemble des établissements de la région. Selon Pierre-Antoine Hildbrand, responsable de l'Association vaudoise des écoles privées, il manque 6000 places dans les écoles internationales. Une pénurie qui touche particulièrement le canton de Vaud, où l'offre est bien en deçà de la demande.

Communes réticentes. Pourtant, les projets d'expansion ne manquent pas. A l'étroit, l'Ecole internationale de Lausanne avait déjà, en 2005, quitté son campus de Pully pour s'établir au Mont. Aujourd'hui, ses 600 places ne suffisent plus. L'école a entrepris des procédures d'agrandissement pour accueillir 300 élèves supplémentaires. Au Collège de Champittet, on recherche depuis des mois un terrain sur La Côte pour implanter une extension de l'école qui accueillerait 600 élèves supplémentaires. Mais le marché est saturé et les autorités communales ne facilitent pas toujours la tâche, comme le démontre l'exemple de la société américaine Sabis, spécialisée dans la construction d'écoles privées livrées «clés en main». Présent dans 16 pays, le groupe devait ouvrir son école internationale l'année dernière, à Colombier-sur-Morges. Craignant une



FOUNEX 1100 élèves étudient à La Châtaigneraie, l'un des quatre campus de l'Ecole Internationale de Genève. En 2010, ils seront 520 de plus qu'aujourd'hui.

explosion du trafic routier sur la commune, la population du village a finalement refusé le projet. La société Sabis n'a pas renoncé pour autant. Elle construira son école à Mex, entre Morges et Lausanne. Si tout se passe bien, la commune de 612 habitants accueillera l'établissement de 1500 élèves, à la rentrée 2010. En comparaison avec Vaud, Genève se montre plus volontariste. L'Etat de Genève «a mieux anticipé la pénurie de places dans les écoles: elle les a agrandies quand Procter & Gamble est arrivé et a facilité l'installation de l'Institut international de Lancy», rappelle Daniel Loeffler, directeur de la promotion économique genevoise. Face au manque de coopération des autorités communales vaudoises, plusieurs établissements songent à s'établir dans d'autres cantons, à l'instar du collège Saint-Georges à Montreux. L'Ecole internationale de la Riviera vient de terminer l'extension de son campus de Clarens et planche sur l'ouverture de nouveaux sites dans la région, «mais les autorités communales de Montreux nous mettent des bâtons dans les roues», regrette Francis Kahn, administrateur. Ce dernier migre donc ailleurs, à Neuchâtel, où l'offre en écoles internationales est encore faible. Son établissement accueillera 150 élèves à la rentrée prochaine. Une bonne affaire pour le canton de Neuchâtel. Car qui dit

écoles internationales, dit multinationales. Selon le même calcul, le canton de Fribourg comptait ouvrir, l'année dernière, son premier établissement international, «mais à l'heure actuelle, nous n'avons pas la masse critique d'élèves pour concrétiser notre projet», déplore Thierry Mauron. Surpris et déçus, le directeur de la promotion économique et Charles Morel, président de la Chambre du commerce prendront, le 20 avril, la décision de maintenir ou non le projet.

Filières bilingues. Au-delà des aides étatiques, d'autres solutions, dans le secteur public, permettraient de pallier la pénurie. Eric Maire, du Développement économique vaudois, suggère la mise en place d'un partenariat entre établissements publics et privés, se concrétisant, entre autres, par le partage des enseignants ou des infrastructures. De même, il estime qu'il faudrait envisager la création de filières bilingues dans le public. Le conseiller d'Etat genevois en charge de l'éducation, Charles Beer, y est favorable: «Aujourd'hui, nous n'avons pas les moyens d'étendre l'enseignement bilingue à l'ensemble des établissements du canton. Mais nous réfléchissons à des expériences pilotes.» Quant au libre choix entre écoles privées et publiques revendiqué par les parents d'élèves, il n'est pour l'instant pas envisagé. **o MAT**

LOGEMENT

Expats grugés et loyers à la hausse

Dotés d'un budget élevé, les employés des multinationales faussent le marché de l'immobilier sur l'arc lémanique. D'autant plus que les régies et les sociétés de relocation ne se gênent pas pour les plumer.

Une fois la question de l'école réglée, les expats doivent encore trouver un logement. Une gageure sur l'arc lémanique. La pénurie est la plus grave à Genève, qui connaît le taux de vacance le plus bas du pays (0,2% pour une moyenne nationale de 0,97%). Un appartement de 4,5 pièces y coûte 1,2 million, contre 752 000 à Lausanne et 708 000 à Neuchâtel.

Nombre d'expats choisissent donc de s'installer dans le canton de Vaud – sur La Côte principalement – ou en France voisine, exportant la pénurie genevoise dans ces zones. «Résultat, les revenus fiscaux de cette population nous échappent», déplore Philippe Meyer, membre de la direction de la Chambre de commerce et d'industrie genevoise. C'est aussi le lien avec la cité qui est mis à mal: «Moins ancrés à Genève, ces expats ne vont pas s'engager avec la même intensité pour défendre la présence de leur entreprise chez nous si une délocalisation est envisagée», juge Michel Burgisser, chef du Service du logement genevois.

Reste que les expats ne sont pas à plaindre. Avec un budget moyen de 6000 à 7000 francs pour le logement, ils s'en tirent mieux que les Suisses, même si les montants de 10 000 ou 12 000 francs – courants il y a une dizaine d'années – n'ont plus cours. «La plupart des firmes ont cessé de payer de telles sommes, se contentant de financer une partie du loyer pendant les premières années de séjour ou de verser une somme unique de 50 000 ou 100 000 francs, indique Sabine Baerlocher, cheffe de la société Active Relocation. Une large proportion d'expats doit se contenter d'un budget de 3000 francs.» Certaines multinationales vont jusqu'à acheter elles-mêmes des logements qu'elles louent à leurs expats. «Procter & Gamble a acquis plusieurs villas sur notre commune», confirme le syndic de Bogis-Bossey Bernard Kocher. Nestlé possède des appartements à Vevey.

Comme à Londres ou à Moscou. L'arrivée de cette clientèle aisée sur le marché immobilier romand a eu pour effet de pousser les loyers et les prix de vente à la hausse. «Les multinationales arrivent avec des ressources financières importantes; elles sont prêtes à payer plus que les locaux, même si cela risque de changer avec la crise», indique Michel Burgisser. Plus grave, les régies profitent de la méconnaissance des expats face au marché local pour leur fixer des prix trop élevés, selon Thierry Sticher, avocat pour l'Asloca Genève. Habités aux loyers de Tokyo, Londres ou Moscou, ces derniers ne pensent même pas à négocier et acquièrent des biens pour des montants qui n'ont «plus aucun lien avec le marché». Quant aux sociétés de relocation, elles omettent de dire à leurs clients qu'ils ont le droit de contester leur loyer. «Parfois, elles prennent une commission dessus, elles ont donc tout intérêt à ce qu'il soit fixé le plus haut possible», poursuit l'avocat. Ces dernières le reconnaissent sous le sceau de l'anonymat. «Les régies aiment bien les expats, car ils ne parlent pas le français et ne vont donc pas lire les petites notes en bas du contrat de bail, dit l'une d'entre elles. Et nous participons à cela: les régies sont nos principaux partenaires, on ne va pas encourager un expat à contester son loyer.» Résultat, on a vu apparaître des loyers complètement fantaisistes. Nelly de Tschanner, préfet de Nyon, cite le cas d'une villa louée 20 000 francs par mois dans une commune de Terre-Sainte. «Dans mon district, les prix ont doublé, voire triplé, en quelques années, s'énerve-t-elle. Les locaux ne peuvent plus les payer et doivent s'en aller.» La situation est telle que certaines communes se sont mises à acheter des terrains pour y construire des logements à prix abordables. C'est le cas de Féchy: «Nous avons dû agir: les jeunes ne trouvaient plus à se loger et partaient en ville, raconte le syndic Francis Liard. Ce n'était pas bon pour la vie du village.» o JZ

>>> mondial comprenant 35 000 licenciements. Del West, qui emploie 85 personnes à Roche (VD), a réduit son effectif de 31 personnes. Et les expats qui travaillent dans la finance disent avoir eu vent de plusieurs licenciements dans ce secteur. Quant à l'embauche, elle est gelée. «Les demandes de permis B pour les travailleurs extracommunautaires ont été divisées par deux depuis décembre, passant de 100 environ à 50», indique Roger Piccand, chef du Service de l'emploi vaudois.

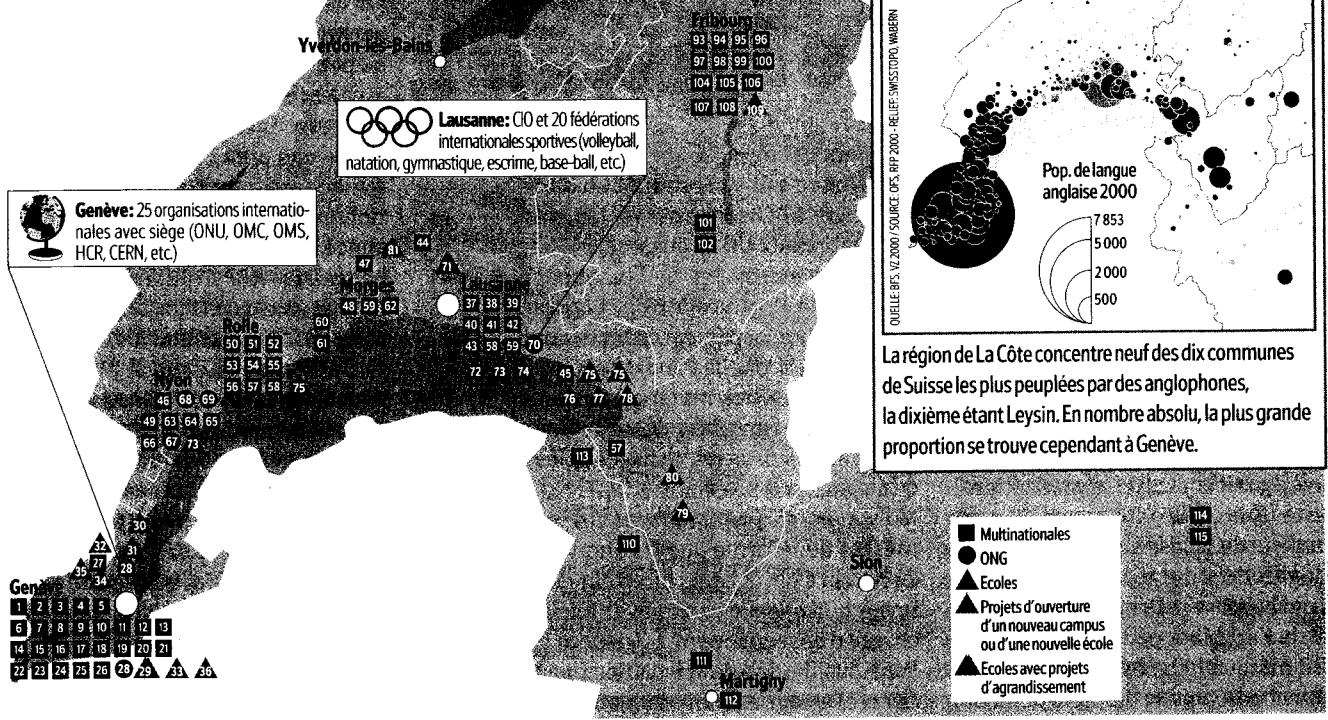
Les mesures d'économie prennent aussi des formes moins visibles. «Les multinationales renvoient leurs expats chez eux et rapatrient les Suisses qu'elles avaient délocalisées à l'étranger, note Olivia Guyot. Cela permet d'économiser sans licencier.» Elle cite un cas où une quinzaine de Suisses ont dû rentrer. Quant aux projets d'installation en Suisse, plusieurs sont gelés ou retardés. «Les entreprises attendent de voir comment la situation va évoluer», note Thierry Baglan, qui fait état de deux dossiers suspendus.

Pas de compte à l'UBS. Enfin, les remous autour du secret bancaire et le différend fiscal avec l'UE ont effarouché un certain nombre de firmes. La stabilité politique et fiscale de la Suisse – sans même parler des avantages fiscaux concédés aux entreprises européennes – représentait un atout de taille pour le pays. «Le tort d'image est considérable», soupire Eric Maire. Les tensions entre l'UBS et les Etats-Unis ont en outre eu un effet inattendu: «Il est devenu impossible d'ouvrir un compte bancaire à l'UBS pour les expats américains, raconte Sabine Baerlocher, patronne de la société Active Relocation. La banque ne veut plus prendre ce risque face au fisc américain.» Paradoxalement, la Suisse pourrait aussi profiter de la crise: «Certaines entreprises accélèrent leur installation, qui leur permettra de faire des économies d'échelle, révèle Eric Maire. Une entreprise présente sur 60 sites en Europe a, par exemple, décidé d'avancer de six à neuf mois la centralisation de son département informatique et RH en Suisse.» De même, Japan Tobacco International a annoncé la création de 400 emplois sur son nouveau site du Sécheron. o

INVENTAIRE

«Expats Land»

La Suisse romande abrite une quantité record de multinationales et d'organisations internationales. Elles sont surtout présentes sur l'arc lémanique. Dans les écoles internationales, au nombre de 30 environ, il manque 6000 places pour faire face à la demande.



La région de La Côte concentre neuf des dix communes de Suisse les plus peuplées par des anglophones, la dixième étant Leysin. En nombre absolu, la plus grande proportion se trouve cependant à Genève.

- GENÈVE**
- Multinationales** Genève: 1 AT & T, 2 Procter & Gamble, 3 Caterpillar, 4 BNP Paribas, 5 AIG, 6 HSBC, 7 Bank of China, 8 Citibank, 9 Barclay's, 10 SGS, 11 Cargill International, 12 DuPont de Nemours, 13 Merrill Lynch International, 14 Japan Tobacco International, 15 Reuters, 16 Litasco, 17 Christie's, 18 Elpida Memory, 19 Neste Oil, 20 Merck Serono, 21 Rosbank, 22 Bunge, 23 Electronic Arts, 24 Eli Lilly, 25 Kempinski International, 26 ST Microelectronics / Meyrin, 27 Hewlett Packard
- ONG** Genève: 28 25 organisations internationales avec siège / environ 250 ONG (CICR, Centre International de Démontage Humanitaire Genève, Centre pour le contrôle démocratique des forces armées, Small Arms Survey, Centre pour le dialogue humanitaire, etc.)
- Ecoles** ▲ L'Ecole internationale de Genève, Founex, Grand-Saconnex, Pregny, Nations / ▲ Le Collège du Léman, Versoix / ▲ La British-English School, Genthod / ▲ Le Lycée International, Ferney-Voltaire / ▲ L'Institut Florimont, Petit-Lancy / ▲ Geneva German School, Vernier / ▲ Ecole suédoise de Genève, Meyrin / ▲ Ecole primaire française, Genève.
- VAUD**
- Multinationales** Lausanne: 29 Philip Morris International, 30 Fastcom, 31 Nokia Research Center, 32 Siemens, 33 Starbucks Coffee Trading International, 34 BAT, 35 Ferring International Pharmaceuticals /

- Cheseaux-sur-Lausanne: 44 Kudelski / Vevey: 45 Nestlé / Gland: 46 Sun Microsystems / Romanel-sur-Morges: 47 Logitech / Morges: 48 Monsanto International / Chéserey: 49 Adecco International / Rolle: 50 Honeywell Europe, 51 Nissan International, 52 SC Johnson Europe, 53 Cisco International, 54 Yahoo! Europe, 55 Cadbury Europe, 56 Chiquita, 57 ADM / Roche: 58 Del West / Pully: 59 Tetra Laval International / Saint-Prex: 60 Ferring International, 61 Vale / Tolochenaz: 62 Medtronic Europe / Nyon: 63 Weight Watchers, 64 Novartis, 65 General Mills, 66 Tata Consultancy Services
- ONG** Nyon: 67 Union des associations européennes de football / Gland: 68 Union internationale pour la conservation de la nature, 69 WWF / Lausanne: 70 CIO et 20 fédérations internationales sportives
- Ecoles** ▲ L'Ecole internationale, Mont-sur Lausanne / ▲ Brillantmont International School, Lausanne / ▲ Collège Champittet, Pully et Nyon / ▲ Ecole Lemania, Lausanne / ▲ International School, Monts-de-Corsier, Rolle, Montreux / ▲ St-George's School, Clarens / ▲ Institut Monte Rosa, Montreux-Territet / ▲ Haut-Lac Ecole internationale bilingue, Vevey / ▲ Aiglon College, Villars-sur-Ollon / ▲ Leysin American School, Leysin / ▲ Ouverture par la société Sabis d'une école internationale, Mex.
- NEUCHÂTEL**
- Multinationales** Le Locle: 71 Johnson & Johnson / Boudry: 72 Celgene International / La Chaux-de-Fonds: 73 Glenmark Pharmaceuticals,

- 74 Rychmont International, 75 Stryker / Neuchâtel: 76 Autodesk, 77 Baxter Bioscience, 78 Kyphon-Medtronic, 79 Philip Morris
- Ecoles** ▲ L'Ecole Internationale, Neuchâtel / ▲ St-George's School, ouverture d'un campus à Neuchâtel en août 2009
- FRIBOURG**
- Multinationales** Fribourg: 80 Alcon, 81 Mage Kunststoff, 82 Bayer, 83 VeriSign, 84 Actuate International, 85 Blue Coat Systems, 86 Harmonic International, 87 Tupperware Products / Bulle: 88 Liebherr International, 89 Farchim / Morat: 90 Saia Burgess Electronics Holding / Marly: 91 Ilford Imaging / Villars-sur-Glâne: 92 Armada Shipping, 93 Seaking International, 94 Vibro-Meter / Givisiez: 95 Michelin
- Ecoles** ▲ Fribourg International School, Matran
- VALAIS**
- Multinationales** Collombey: 96 Tamoil / Dorénaz: 97 Eden Springs / Martigny: 98 Debio Recherches Pharmaceutiques / Le Bouveret: 99 Symrise / Visp: 100 Heineken, 101 DSM Nutritional Products
- JURA**
- Multinationales** Boncourt: 102 BAT / Delémont: 103 Hasbro / Bassecourt: 104 SIT Centre SA (en implantation)